

# VIE Syndicale 81



SNUipp Tarn  
2, av Colonel Teyssier  
81000 ALBI

VIE SYNDICALE 81 SNUipp TARN  
2 Avenue Col. Teyssier - 81 000 ALBI

Tél: 05 63 38 44 34  
Fax: 05 63 38 34 28  
E-mail: [snu81@snuipp.fr](mailto:snu81@snuipp.fr)



**P**

**P R E S S E**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

N° 96 Sept 2006

1.50 €

## SOMMAIRE

- EDITO P 1
- PPRE, RESF, Lecture, stages filés, formation P 2 continue
- Bulletin de syndicalisation
- Direction d'école

## PERMANENCES

Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi  
9h / 12h30 13h30 / 17h

Mercredi 14h / 17h

Tel : 05.63.38.44.34  
Fax : 05.63.38.24.28  
E-mail : [snu81@snuipp.fr](mailto:snu81@snuipp.fr)

## Mardi 5 Septembre

### CTPD de rentrée :

Réunion paritaire Inspection Académique/Syndicats, où l'IA propose des ouvertures de rentrée.

**Faites-nous connaître vos besoins.**

**Faites-nous parvenir vos effectifs.**

**N'hésitez pas à faire des demandes d'ouvertures auprès de l'administration. Ainsi elle devra reconnaître la légitimité de nos demandes.**

Et ...

**Bonne rentrée quand même !**

# BONNE RENTRÉE À TOUS

Après les folles dépenses des vacances, régime strict :

L'année scolaire va recommencer avec 473 élèves de plus (prévision IA) mais seulement 8 PE de plus pour les accueillir soit 1 PE pour 60 élèves !

Nous assistons à :

- un nouveau recul de la scolarisation des 2 ans (60% en 1990, 31% en 2006)
- une augmentation du nombre d'élèves par classe
- une baisse de l'offre de formation continue puisque les PE2 seront employé-es pour décharger les directions de 4 classes : 1 stage de 3 semaines disparaît
- La mise en place des PPRE en CE1 sans autre moyen qu'un redéploiement des RASED (v. article page 2)

C'est l'automne et la chasse aux enfants ouverte par Sarkozy depuis le printemps continue. Nous ne laisserons la police rafler les élèves dans nos classes (au moindre problème, téléphonez au SNUipp).

Pendant les vendanges la casse continue, le budget 2007 prévoit la suppression de 15 000 emplois de fonctionnaires dont 8 500 enseignants, il faut bien financer les baisses d'impôts sur les revenus les plus élevés.

Monsieur Sarko avait promis, (bis), de « travailler plus pour gagner plus », mais voilà nous allons devoir « travailler plus ... pour gagner moins » : 0,5% d'augmentation au 1er juillet pour 2% d'inflation.

La lutte contre le CPE nous l'a montré, c'est tous ensemble que nous pouvons gagner, dans l'action et dans la grève unitaire courant septembre à l'appel de toutes les fédérations de l'Education

**Rejoignez le SNUipp en vous syndiquant dès maintenant.**



Les fédérations de l'Éducation (FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Educ) réunies le 19 juin, dénoncent les arbitrages budgétaires du gouvernement qui conduiront à réduire considérablement les moyens du Service Public. Les fédérations dénoncent une politique à courte-vue, rétrograde dans ses

choix et dangereuse pour l'avenir. Elles appellent les personnels à se mobiliser dans une action commune d'ampleur dès la rentrée 2006. Les mauvais coups ne doivent pas passer. C'est bien l'ensemble de la communauté éducative qui est concernée. C'est pourquoi elles décident de proposer une ren-

contre aux fédérations de parents d'élèves, aux syndicats de lycéens et d'étudiants. Les fédérations appellent d'ores et déjà à une grève courant septembre dont la date sera précisée à la rentrée.

**RESF : RÉSEAU ECOLE SANS FRONTIÈRE.**



Enseignants, parents d'élèves, militants associatifs de tous horizons, élus ou simples citoyens refusent tout simplement que des enfants, nos élèves, soient arrachés des bancs de leur école et expulsés avec leurs parents vers des pays où leur avenir serait compromis.

Attaché au droit à l'éducation pour tous les enfants, le SNUipp prend toute sa place dans les combats du Réseau

Éducation Sans Frontières. RESF fédère un vaste mouvement d'opinion autour de la protection des familles en situation irrégulière et de leurs enfants scolarisés.

Nous participons au plan local comme au niveau national aux actions de toutes natures qui se développent depuis plusieurs mois pour empêcher ces pratiques indignes d'un pays démocratique.

La pétition nationale « Nous les prenons sous notre protection », soutenue par de nombreuses personnalités a déjà recueilli des dizaines de milliers de signatures. L'importante médiatisation de nombreux cas d'élèves sans papiers a permis une réelle sensibilisation de l'opinion publique. Ces mobilisations ont imposé deux reculs significatifs au gouvernement. La circulaire du 30 octobre 2005 a, dans un premier temps, permis au plus grand nombre de finir l'année scolaire sans la hantise d'une expulsion immédiate. Celle du ministre de l'Intérieur en juin dernier a ouvert des perspectives de régularisation pour les familles. Nous ne nous berçons pas d'illusions sur la portée de ces mesures limitées dans le temps et dans leur application. Les politiques d'immigration du gouvernement restent marquées par la brutalité, le cynisme et continuent de bafouer les droits les plus élémentaires de la personne humaine.

Les méthodes utilisées dans le cadre de cette politique, et tout particulièrement l'envoi, à plusieurs reprises l'an passé, de la police dans les écoles pour « réunir les familles » avant de les expulser, sont inacceptables et nous nous y opposons.

**LECTURE : RENTRÉE**



L'année dernière a été marquée par les annonces intempestives du Ministre sur l'apprentissage de la lecture. En annonçant publiquement le rétablissement de la méthode syllabique ou encore une « épidémie de dyslexie » le Ministre a suscité de vives réactions chez les enseignants. Pétition à l'initiative des organisations syndicales, des mouvements pédagogiques, d'associations de chercheurs et d'organisation de parents, conférence de presse, intervention de chercheurs, débats publics se sont multipliés et ont conduit finalement le ministre à n'apporter aux programmes que de légères modifications. Celles-ci n'empêchent pas de traiter l'ensemble des aspects de l'apprentissage de la lecture : travail sur la phonologie, le déchiffrage, la compréhension, l'entrée dans la culture de l'écrit.

Pourtant, Gilles de Robbien, poursuit dans le même sens ses interventions publiques, évoquant la méthode syllabique, mais aussi l'orthographe, le calcul et la grammaire. Il développe les « idées reçues », dénigre le travail réalisé dans les écoles et véhicule une vision simpliste des apprentissages. Finalement c'est l'expérience professionnelle, le travail d'élaboration, les acquis de la recherche qui sont remis en cause.

Les propositions que nous portons pour assurer la réussite de tous les élèves sont à l'opposé de ces orientations : diversifier les situations et les conditions d'apprentissage, permettre aux équipes de les élaborer collectivement en bénéficiant de plus de formation continue pour avoir accès aux résultats des recherches en sciences de l'éducation. Cela demande des moyens pour faire varier la taille des groupes, du temps pour travailler en équipe, des enseignants spécialisés pour intervenir auprès des élèves en difficulté.

La campagne ministérielle n'est pas sans effet auprès de l'opinion publique : c'est la raison pour laquelle le SNUipp, le SGEN, le SE, la FCPE, la Ligue de l'enseignement, les mouvements pédagogiques (ICEM, GFEN, AGIEM) ont décidé de poursuivre leurs actions à la rentrée en direction de toutes les écoles et tous les parents.

**P.P.R.E.**



L'application des programmes personnalisés de réussite éducative (P.P.R.E) sera généralisée dans les classes de CE1 à la rentrée 2006 avec l'évaluation CE1. Selon la loi d'orientation et de programme de 2005, « à tout moment de la scolarité élémentaire, lorsqu'il apparaît qu'un élève ne sera pas en mesure de maîtriser les connaissances et les compétences indispensables à la fin du cycle », le directeur propose à ses parents « de mettre en place un dispositif de soutien, notamment un P.P.R.E ».

8 326 classes, de la grande section de maternelle au CE2 ont été concernées par l'expérimentation ministérielle cette année. 257 ont fait l'objet d'une étude qualitative. En grande section de maternelle, les « difficultés repérées » des élèves concernent presque exclusivement la maîtrise de la langue (langage, identification des sons, activités graphiques, etc...). Au C.P s'ajoutent celles concernant l'apprentissage de la lecture. La numération apparaît. Idem au CE1 avec les préoccupations liées à ce niveau : rapport grapho-phonologique, compréhension d'un texte, rapport texte/image, mémorisation orthographique... Les « compétences de base » en mathématiques apparaissent. Au CE2 s'ajoutent la production d'écrits, les activités de copie, etc...

Les types de remédiations mis en oeuvre alternent entre « prise en charge dans la classe » ou, comme le prévoient les textes, au sein de « groupes d'élèves qui ont les mêmes besoins ». Elles sont aussi individuelles. Les dispositifs de soutien font intervenir en plus du maître de la classe d'autres personnels (maître G et E, psychologues, TR ZIL, A.E, maître surnuméraire, coordonnateur REP, directeur, etc...). L'étude pointe l'implication quasi exclusive des équipes de circonscription dans l'élaboration des outils d'évaluation, l'aide à la formalisation des P.P.R.E, le cadrage des dispositifs...

Une telle mobilisation, possible sur un échantillon restreint de classes est impensable dans le cadre de la généralisation, l'avenir de tels dispositifs très aléatoire si, comme l'étude le met en évidence, ce sont en moyenne entre 3 élèves par classe en GS et 5 au CE2 qui sont concernés. La question des moyens est posée de manière évidente. La circulaire ministérielle de rentrée est explicite : « La mise en place des P.P.R.E sera assurée par l'optimisation des moyens actuellement consacrés à l'expérimentation des C.P dédoublés et par la mobilisation des enseignants spécialisés des réseaux d'aides existants » : redéploiement des moyens, quid des missions actuelles des RASED ?

Le PPRE est « personnalisé parce qu'il est adapté à un élève en particulier », sa mise en oeuvre « ne conduit pas à isoler un élève ou à le marginaliser par rapport à ses camarades ». On voit mal comment cette prescription ministérielle pourrait-être suivie dans les faits.

Pour le SNUipp, s'attacher à prendre réellement en charge les difficultés des élèves, nécessite avant tout de développer le travail en équipe avec plus de maîtres que de classes, développer les RASED, réduire les effectifs... afin d'alterner au sein de la classe les formes de travail adaptées à un suivi plus individualisé.

**STAGES FILÉS PE2 : DÉGATS COLLATÉRAUX**

Suite à la signature par le seul SE-UNSA du protocole d'accord sur les décharges de direction à 4 classes par les PE2, le Recteur a décidé de supprimer tout transfert de scolarité cette année. Nos collègues PE2 qui les années précédentes pouvaient effectuer leur seconde année de formation dans le département où ils/elles habitaient devront cette année aller sur leur département de recrutement. Cela crée des situations familiales difficiles qui auraient pu être évitées

**FORMATION CONTINUE : INSCRIVEZ-VOUS**

Le serveur de l'IA sera ouvert du 1er au 17 septembre 2006  
<http://bv.ac-toulouse.fr/ga81>  
 N'hésitez pas à nous contacter en cas de problème.